



Birmanie : *SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE LES MILITAIRES PUTSCHISTES !*

Dimanche dernier l'armée a de nouveau tiré sur la foule des manifestants, faisant au moins 18 morts et des dizaines de blessés, et décrété la loi martiale dans les quartiers populaires de la capitale économique, Rangoun. Depuis leur putsch du 1^{er} février dernier, les militaires ont déjà fait plus de 124 morts. Des centaines de milliers de personnes continuent pourtant avec courage à se rassembler dans des grèves et manifestations dans tout le pays, derrière des slogans tels que : « Libérez nos dirigeants » ou « Respectez nos votes ».

Le rejet du coup d'État

Depuis plus de soixante ans, en Birmanie, l'armée exerce la réalité du pouvoir. Mais elle avait dû lâcher du lest devant les classes populaires qui n'en peuvent plus, en libérant en 2010 l'opposante Aung San Suu Kyi, qui a accédé au gouvernement en 2016. L'armée n'en conservait pas moins ses positions clés à la tête du pays et l'ancienne prix Nobel de la paix ne s'y est jamais franchement opposé. Elle a même couvert des massacres commis par l'armée birmane sur les Rohingyas, une minorité de religion musulmane du pays. Mais pour la population laborieuse, ce début d'évolution du régime était un espoir.

C'est au succès de Aung San Suu Kyi aux élections législatives de novembre dernier que les chefs de l'armée ont voulu mettre un terme par leur putsch. Pour conserver leur mainmise totale non seulement sur le pouvoir politique mais aussi sur l'économie du pays. Le chef de la junte dirige deux des plus grands conglomérats économiques de Birmanie, dont les activités s'étendent à presque tous les secteurs : zones portuaires, mines de jade et de rubis, immobilier et construction.

Des entreprises françaises complices du pouvoir militaire

C'est avec ces groupes géants, contrôlés par les militaires, que les multinationales présentes en

Birmanie font affaire. Le matériel du français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a aidé à arrêter 1 700 opposants au coup d'État. Les mensonges de la chaîne d'État « Myanmar Radio and Television » continuent à être diffusés par une des filiales de Canal + ! Accor, Lafarge ou Bouygues ont également d'importants intérêts dans le pays.

La part du lion revient au groupe Total, qui partage une bonne part des ressources pétrolières du pays avec le groupe américain Chevron et quelques autres. En 1995, Total était déjà mis en cause pour avoir fait construire son gazoduc à travers la jungle birmane en ayant recours au travail forcé, sous la surveillance de l'armée. Sans parler des pots-de-vin pour obtenir ses contrats.

À travers tout le pays, une grève générale

Ce sont précisément ces travailleurs, surexploités par les militaires comme par les multinationales occidentales, qui sont en première ligne dans la résistance au coup d'État. Dans le cadre d'un vaste mouvement dit de « désobéissance civile », de nombreux salariés ont complètement cessé le travail. Les écoles, les administrations, les hôpitaux et les banques sont fermés.

Les 600 000 femmes salariées des usines textiles s'organisent et participent à la lutte. Les employés des compagnies d'électricité et des chemins de fer sont aussi en grève. Leurs syndicats ont appelé avec succès le reste de la population à ravitailler les grévistes et à suspendre la perception des loyers du côté des propriétaires, pour ceux qui participent à la grève. Le 10 mars, les forces de sécurité ont lancé un raid contre les 800 cheminots grévistes de la gare de Rangoun, encerclé les immeubles où ils résident avec leurs familles et défoncé les portes des appartements.

La classe ouvrière, jeune, révoltée par l'exploitation et le manque de libertés, n'est pas la seule dans la rue. Mais ses aspirations à la liberté et aux droits démocratiques, à pouvoir s'organiser pour défendre ses propres exigences sociales et politiques comme celles de bien d'autres, fait d'elle une lourde menace pour la junte militaire. À ces travailleuses et travailleurs birmans va toute notre solidarité.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Où sont passés les meubles ?

Au centre financier, le mobilier qui se trouvait dans les « espaces de repos » a mystérieusement disparu.

Une délégation a eu lieu pour protester auprès du directeur. Il paraît que c'est pour des motifs sanitaires et que nous devons prendre notre café debout. En revanche, au travail ou dans les transports bondés, c'est bien connu qu'on ne risque rien...

En manque d'appui

À l'Appui, la direction a décidé, sans bien sûr prendre l'avis du personnel, de diminuer le temps laissé entre deux appels téléphoniques. Elle dit que c'est une « phase de test » destinée à améliorer l'accessibilité du service.

La Banque Postale a fait beaucoup de communication autour de l'Appui, essayant de se faire passer pour une « banque citoyenne » venant en aide à ses clients en difficulté. Elle avait même parlé de doubler le nombre d'agents. Mais aujourd'hui nous sommes toujours aussi peu.

Pour que le service soit plus accessible, il faut augmenter les effectifs, au lieu d'aggraver les conditions de travail de ceux y sont.

Tous ensemble !

Ce mardi, nous étions 250 rassemblés devant le siège de La Poste, à protester contre la nouvelle vague de réorganisations au courrier.

À Paris 15, comme ailleurs, ces réorganisations sont parmi les pires que nous ayons connues depuis dix ans. La direction supprime des jours de repos, nous isole dans des îlots et cherche à bouleverser nos horaires, en multipliant les tournées en mixte, avec une tournée le matin et une l'après-midi, en finissant notre journée beaucoup plus tard.

Puisque nous sommes tous concernés, pour obliger La Poste à reculer, c'est bien tous ensemble qu'il faudrait lutter, sans attendre que notre tour arrive.

On sait à quoi s'en tenir

La direction de Paris 15 a officialisé le régime de travail avec seulement un samedi sur deux de repos. Personne d'entre nous n'en veut, et pourtant, le PDG Philippe Wahl pavane dans la presse en affirmant qu'il n'impose rien...

Si nous voulons garder nos repos, ce sera à nous de l'imposer !

Cluster de mépris

Au Cedex, plusieurs collègues sont atteints du Covid. L'encadrement se moque de nous depuis le début : il faut quémander les masques au compte-

goutte et elle nous retient à la fin de service quand le travail est terminé.

Tout le service est maintenant à risque et devrait être fermé : nous n'avons pas à risquer notre santé !

Sans blague ?

Dans sa lettre aux gardiens, la direction parisienne annonce que 70 « points de proximité facteurs » vont être créés sur Paris. Il s'agit en fait des îlots mis en place pour la distribution en mixte.

Elle prétend que son but serait de « revitaliser les quartiers » et « désengorger la circulation » avec « moins d'émission de CO₂ » !

La direction voudrait se faire passer pour le chevalier vert, défenseur de l'écologie. Mais qui va croire à ce conte pour enfants ?

Un combat pour tous les précaires

Après le théâtre de l'Odéon à Paris, le mouvement d'occupation de lieux culturels par les intermittents du spectacle s'est étendu à une trentaine de villes.

Au-delà de la réouverture des salles, ces travailleurs revendiquent surtout la prolongation des droits d'indemnisation pour tous les précaires, et le retrait de la réforme de l'assurance-chômage. Celle-ci va couper les aides à tous les intermittents du spectacle... ou de l'emploi. Beaucoup n'ont pas pu travailler depuis le début de la pandémie.

Une lutte qui nous concerne tous.

150^e anniversaire de la Commune de Paris

Le 18 mars 1871, les ouvriers parisiens s'emparaient du pouvoir dans une capitale désertée par la bourgeoisie et assiégée par l'armée prussienne. Dans l'enthousiasme, ils instauraient un nouveau pouvoir, la Commune : un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Les élus, payés au salaire moyen d'un ouvrier, étaient révocables à tout moment. En outre fut décidée une série de mesures en faveur des plus pauvres : « à travail égal, salaire égal », enseignement gratuit et obligatoire pour filles et garçons, etc.

La Commune ne dura que 72 jours et se termina dans un bain de sang où 20 000 à 30 000 personnes furent sommairement exécutées par l'armée. Mais les insurgés parisiens ont montré la voie aux générations futures en luttant pour un monde meilleur.

